

Concours : Concours complémentaire - recrutement de magistrats du second gradeEpreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



LE NUMERIQUE ET LES LIBERTES FONDAMENTALES

L'entrée dans l'ère du numérique a profondément bouleversé la société contemporaine, à tel point qu'on a pu parler de "révolution numérique".

Le terme "numérique" renvoie à un ensemble de dispositifs permettant d'assurer le stockage, le transfert et la diffusion de données au moyen d'une technologie de dématérialisation. Il est aujourd'hui indéniable de la notion de "donnée à caractère personnel" dont la protection est assurée en France notamment par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatic, aux fichiers et aux libertés, remodelée par une ordonnance du 12 décembre 2018 pour tenir compte, d'une part des évolutions du numérique, d'autre part de la réglementation européenne.

Si le numérique a été d'un apport considérable en matière de développement économique, ce phénomène technologique est également à la source de nombreux abus : harcèlement sur les réseaux sociaux, sites faisant l'apologie du terrorisme, atteintes à la vie privée... C'est que le numérique est un formidable outil au service de la liberté prise en tant que pouvoir d'autodétermination permettant de s'accomplir comme être humain, but en constituant une inépuisable source de dangers. La question se pose dès lors de savoir comment les libertés fondamentales, aussi bien la liberté

individuelle que les libertés publiques, sont-elles protégées face aux dangers imminents du numérique.

Toutes les libertés ne sont pas atteintes par le numérique. Son influence s'exerce principalement sur la liberté d'expression et son corollaire, la liberté de communication. La liberté de la presse est tout particulièrement concernée. Par ailleurs, les droits fondamentaux, notamment le droit au respect de la vie privée, sont touchés de plein fruct par le phénomène numérique.

Le droit ayant naturellement pour devoir de suivre l'évolution de la société, il est apparu nécessaire d'appréhender le numérique afin, notamment de protéger l'exercice des libertés fondamentales. Cette protection est assurée d'une part grâce à un encadrement normatif du numérique (I), d'autre part par le juge (II).

I. L'encadrement normatif du numérique

L'encadrement normatif du numérique, destiné à préserver les libertés fondamentales, trouve sa source à la fois dans les textes européens et dans le droit interne.

A - L'encadrement du numérique par les textes européens

Le droit de l'Union européenne appréhende le numérique en premier lieu au travers de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000, dont la valeur est reconnue par le Traité sur l'Union européenne (article 6). Cette Charte affirme tout d'abord la reconnaissance de la liberté d'expression, qui comprend la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans ingérence d'autorités publiques. Une limite à la liberté de communication est toutefois apportée par l'article 8 qui consacre le droit à la protection des données personnelles dont le

recueil et le traitement sont conditionnés au consentement de la personne.

Cette disposition a nettement justifié l'adoption du Règlement n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit "RGPD". Le texte, dont l'objectif affirmé consiste à protéger les données à caractère personnel ainsi que les droits et libertés fondamentaux, met en place des garanties en réglementant le traitement de données et en assurant à la personne concernée qu'elle pourra accéder aux données la concernant. La conciliation des intérêts de la personne avec les nécessités de conserver et traiter ses données est ainsi assurée.

Le droit européen a su également appréhender le numérique à travers le prisme des libertés fondamentales. Au titre des données à caractère personnel, elles font l'objet d'une convention du 28 janvier 1981, dont les principes trouvent un large écho dans le RGPD. La convention européenne sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001 invite les Etats à légiférer sur des comportements infractieux usant du numérique. Mais surtout, c'est la liberté d'expression telle qu'affirmée par l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui concilie les évolutions nées du numérique avec les libertés. En effet, ce texte rappelle que cette liberté peut néanmoins être encadrée par les Etats pour des motifs légitimes, énumérés par le texte. Ces limites justifient par exemple l'adoption d'un protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité du 28 janvier 2003 relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, qui tend à préserver l'équilibre entre la liberté d'expression et le risque d'une mauvaise utilisation des technologies de communication issues du numérique.

Des mécanismes similaires ont été développés en droit interne.

B. L'appréhension du numérique en droit interne.

En droit interne, la liberté d'expression est un principe constitutionnel figurant à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Elle est néanmoins réglementée notamment en ce qui concerne la liberté d'expression par voie de presse. Ainsi, la diffamation et, plus généralement, les atteintes à l'honneur, constitue une infraction qui peut par ailleurs être reconnue lorsque son support relève de la presse numérique. C'est d'ailleurs ce que confirme la lecture de la loi du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse, plusieurs fois modifiée pour tenir compte des évolutions du numérique.

En parallèle, la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication affirme que "la communication au public par voie électronique est libre", tout en reconnaissant la possibilité de limiter l'exercice de cette liberté pour des motifs tenant, notamment, à la dignité humaine, la liberté et la propriété d'autrui, le caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion. Cette loi confie à une autorité administrative indépendante, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le soin de garantir "l'exercice de la liberté de communication audiovisuelle par tout procédé de communication électronique". Doté d'un pouvoir de sanction, le CSA intervient pour préserver les libertés fondamentales face aux évolutions technologiques de la communication, notamment au regard du pluralisme des opinions.

Plus récemment, en matière de diffusion d'informations en ligne, une loi du 22 décembre 2018 est venue mettre en place des dispositifs de lutte contre la manipulation de l'information à l'approche d'un scrutin.

La question du droit au respect de la vie privée face au numérique a également dû être réglée par

Concours : Concours complémentaire - recrutement de magistrats du second gradeEpreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le législateur, tant au regard du droit à l'image que des autres éléments d'identification de la personne, dans le cadre de la recherche d'infraction et de la prévention des atteintes à l'ordre public. Ainsi, tirent profit des évolutions du numérique, le code de la sécurité intérieure a permis l'utilisation sous condition de la vidéoprotection. Les enregistrements qui en sont issus demeurent toutefois soumis à la loi du 6 janvier 1978 "Informatique et libertés", qui crée la Commission nationale de l'informatique et des libertés, autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect des dispositions du RGPD mais aussi d'orienter les pouvoirs publics afin d'adapter la protection des libertés à l'évolution des techniques numériques.

Enfin, il convient de citer les fichiers utilisés pour identifier les auteurs d'infraction. Ces fichiers, bien que validés par le Conseil constitutionnel, sont entourés de garanties tenant aux personnes identifiées, ainsi qu'aux infractions commises et aux personnes autorisées à consulter les données qui y figurent. Mais surtout, c'est l'existence d'un délai de conservation des données et le droit de rectification qui permettent de concilier les nécessités de l'ordre public et les intérêts des personnes concernées.

Le législateur européen et le législateur national ont su appréhender le numérique en conciliant

les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, avec les possibilités offertes par le numérique et la nécessité de préserver l'ordre public. Les évolutions législatives, qui tendent à protéger les libertés fondamentales tout en tirant profit des avantages du numérique, s'accompagnent d'une évolution du rôle du juge.

II. La protection des libertés fondamentales face au numérique par le juge.

Les libertés fondamentales regroupent la liberté individuelle, dont le juge judiciaire est le garant (A), et les libertés publiques, dont la préservation est traditionnellement confiée au juge administratif (B).

A. La protection par le juge judiciaire

Les technologies du numérique ont révolutionné les méthodes d'enquête et les moyens d'investigation en vue de la recherche des auteurs d'infraction. Ainsi, en matière pénale, le juge, garant de la liberté individuelle, assure le contrôle des actes d'enquête utilisant les moyens du numérique. Il joue alors un rôle de protecteur des données à caractère personnel recueillies, ce caractère s'applique aux preuves de la commission d'une infraction relatives à l'identité de son auteur.

Plus subtile, le juge judiciaire intervient en matière de droit au respect de la vie privée. Quel que soit le moyen ou le support de l'atteinte, y compris numérique, l'article 9 du Code civil lui donne le droit de prescrire toutes mesures propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée, le cas échéant en référé. La pénalisation des atteintes à la vie privée au moyen de la captation de données ou

d'images fait également intervenir le juge face à une situation d'abus des technologies, notamment issues du numérique.

B. la protection par le juge administratif

Si les libertés publiques semblent moins impactées, de prime abord, par le numérique, il n'est pas exclu que le juge administratif ait un jour à se prononcer sur certaines questions.

Ainsi pourrait-on se demander si le principe de dignité ne justifierait pas une intervention du juge dans le cas de l'interdiction faite par un maire de diffuser un contenu numérique cible aux habitants d'une commune.

Par ailleurs, en matière de justice administrative, on peut s'interroger sur la conciliation entre d'une part, le droit à un recours effectif proclamé par l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, et plus généralement, l'accès au juge et, d'autre part, la mise en place d'une procédure dématérialisée dont le recours est obligatoire pour saisir la juridiction administrative (application Télérecours).

Enfin, il reste à trancher la question de savoir si le non-respect de l'article L 611-13 du code de l'organisation judiciaire relatif à la diffusion des décisions rendues par les juridictions judiciaires pourraient être sanctionnées par le juge administratif.

En tout état de cause, les risques liés du numérique ont été appréhendés par les textes afin de préserver les libertés fondamentales tout en permettant l'utilisation des technologies issues du numérique. Le juge judiciaire, garant de la liberté individuelle, joue pleinement son rôle dès lors que la protection des données personnelles est en cause.

N°

.../...